



Conseil de sécurité

Distr. générale
2 juillet 2002
Français
Original: anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999)

Note verbale datée du 28 juin 2002, adressée au Comité par la Mission permanente de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint une copie du rapport présenté par l'Islande en application de la résolution 1390 (2002) du Conseil (voir annexe).



**Annexe à la note verbale datée du 28 juin 2002,
adressée au Comité par la Mission permanente de l'Islande
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport présenté par l'Islande en application
de la résolution 1390 (2002) du Conseil de sécurité**

Les renseignements suivants sont fournis en application de la résolution 1390 (2002) du Conseil de sécurité, conformément à la demande formulée par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) dans une note verbale datée du 7 mars 2002, adressée au Représentant permanent de l'Islande auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Le 15 octobre 2001, le Ministère des affaires étrangères de l'Islande a publié dans le Journal officiel l'arrêté No 776/2001 conférant un caractère contraignant aux dispositions de fond des résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000) du Conseil de sécurité pour les ressortissants et entités islandais ou présents sur le territoire islandais. En annexe à l'arrêté, figurait la liste des personnes et entités identifiées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant l'Afghanistan et publiée dans le document AFG/131-SC/7028.

Ce même arrêté a été abrogé et remplacé par l'arrêté No 349 du 29 avril 2002, qui conférait le même effet que celui indiqué plus haut aux dispositions des résolutions 1267 (1999), 1333 (2000), 1388 (2002) et 1390 (2002) du Conseil de sécurité. En annexe à cet arrêté, figurait la liste des personnes et entités identifiées par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant l'Afghanistan et publiée le 29 avril 2002.

Le Ministère des affaires étrangères s'est assuré que ces arrêtés avaient bénéficié de toute l'attention requise de la part des organismes publics compétents, à savoir la police, la douane et les services d'immigration, ainsi que de la part du secteur bancaire.

Le code pénal islandais et la loi sur la responsabilité des entités juridiques en ce qui concerne la corruption d'agents publics ont été modifiés par le décret 99/2002 du 31 mai 2002 pour satisfaire les obligations de l'Islande en matière de criminalisation, en application des dispositions de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, de la Convention internationale sur la répression du financement du terrorisme et de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Le Ministère des affaires étrangères veillera à ce que les listes récapitulatives mises à jour et publiées par le Comité des sanctions du Conseil de sécurité conformément aux résolutions 1267 (1999), 1333 (2000) et 1390 (2002) du Conseil paraissent dans le Journal officiel et soient communiquées séparément aux organismes publics compétents – police, douane et services d'immigration – ainsi qu'au secteur bancaire.

Le document de ratification de la Convention internationale sur la répression du financement du terrorisme par l'Islande a été déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 15 avril 2002.

Aucun des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques des individus, groupes, entreprises ou entités dont il est question dans les listes susmentionnées établies en application des résolutions 1267 (1999) et 1333 (2000) du Conseil de sécurité n'a été identifié ou gelé en Islande.

Les contrôles de frontières et de sécurité et les procédures d'immigration ont été améliorés et renforcés afin d'empêcher l'entrée en Islande ou le transit par ce pays d'individus dont le nom figurerait sur la liste susmentionnée.

Le Ministère des affaires étrangères
Reykjavik, 28 juin 2002
